

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4540 - MERCREDI 5 JUILLET 2023

VIE DES PARTIS

Six candidats pour la présidence de l'UDH-Yuki

Dans la perspective de l'élection du président national de l'Union des démocrates humanistes-Yuki (UDH-Yuki), le premier vice-président de cette formation politique, Pascal Ngouanou, vient de

publier la liste des candidats. Sur neuf candidats au départ, trois d'entre eux, Maixent Kolélas Bakana, Joseph Kouezo et Juste Aurélien Kolélas Ntoumi ont été écartés de la course dont la cam-

pagne électorale se déroule du 4 au 9 juillet. Leur retrait serait justifié, selon le vice-président, par la non-conformité des dossiers aux critères fondamentaux du parti. *Page 2*

ALLIANCE SMART AFRICA

Le Congo s'engage à promouvoir le « pacte numérique mondial »

Le ministre en charge de l'Economie numérique et président de l'Alliance Smart Africa, Léon Juste Ibombo, a réitéré hier, à l'ouverture des travaux de la réunion régionale d'examen des contributions de l'Afrique au pacte numérique mondial qui se tiennent du 4 au 5 juillet à Cape Town en Afrique du Sud, par visioconférence, l'engagement de son pays à œuvrer dans cette vision en matière de développement numérique au même titre que les autres Etats membres.

« Le chemin pour y parvenir est certes long, mais la volonté affichée, la détermination sans faille, la vision éclairée de nos hauts décideurs fondent notre espérance au devenir de l'Afrique numérique », a-t-il déclaré.

*Page 3*

Le ministre Léon Juste Ibombo participant aux assises par visioconférence Adiac

HAUSSE DU PRIX DU CARBURANT

Le gouvernement poursuit les consultations



Les partenaires sociaux lors de rencontre avec le Premier ministre

Après les représentants de l'Union patronale interprofessionnelle du Congo et de l'Union nationale des opérateurs économiques du Congo, le Premier ministre s'est entretenu hier avec les transporteurs, agents de la force publique et les organisations de défense des droits des consommateurs sur la mesure gouvernementale portant augmentation du

prix du super à la pompe qui ne peut-être sans conséquence dans la chaîne de transport des personnes et des biens. Les acteurs des différents secteurs attendent du gouvernement des mesures d'accompagnement afin que cette augmentation n'impacte pas le quotidien de la population. *Page 5*

SECTEUR INFORMEL

Les groupements de Brazzaville et de Pointe-Noire soutenus par le Pnud

En vue de contribuer au relèvement des acteurs de l'économie informelle, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a offert du matériel aux groupements œuvrant dans différents secteurs d'activités. Ce don s'inscrit dans le cadre de l'accord signé entre le gouvernement et le Pnud, en soutien à ce secteur qui contribue à la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales, conformément aux Objectifs de développement durable des Nations unies. *Page 5*



Le matériel de travail offert Adiac

Éditorial
Course
Page 2

ÉDITORIAL

Course

La course pour les élections sénatoriales a commencé depuis la publication, le 19 juin, du décret convoquant le corps électoral pour le 20 août prochain. Un scrutin au suffrage universel indirect mais aux multiples enjeux politiques.

Le premier enjeu parmi tant d'autres est que le Sénat étant la chambre haute du Parlement et son président la deuxième personnalité de l'Etat, la révision des mandats est susceptible de redistribuer les cartes au niveau des postes occupés.

Le second enjeu s'explique par le branle-bas observé au sein des partis politiques où l'heure est à la sélection des candidatures et au choix des personnalités répondant aux critères définis aussi bien par la loi électorale que par les documents fondamentaux de ces organisations.

Par ailleurs, les sénatoriales ne se déroulent pas dans la même ambiance populaire que l'élection présidentielle ou les élections législatives. Les sénateurs étant élus par les conseillers municipaux et départementaux, il est rare que les candidatures indépendantes recueillent suffisamment de suffrages pour gagner un siège.

Néanmoins, chaque échéance électorale constitue pour les formations politiques une occasion de s'investir pleinement dans la compétition avec l'espoir de bousculer le rapport des forces au sein des institutions électives.

Les Dépêches de Brazzaville

UDH-YUKI

Six candidats à la présidence nationale du parti

Dans une note publiée le 3 juillet à Brazzaville par le premier vice-président de l'Union des démocrates humanistes-Yuki (UDH-Yuki), Pascal Ngouanou, portant confirmation des candidatures à l'élection à la présidence du parti, la direction politique nationale a retenu six candidats sur les neuf déclarés.



Les candidats retenus/DR

Le choix des candidats, a-t-on appris, s'est fait sur la base de nombreux critères, conformément à l'article 24 des statuts de cette formation politique. Au nombre de ceux-ci, être membre du parti, justifier d'au moins quatre ans d'ancienneté et de vie active au sein d'un organe ou structure du parti, être Congolais d'origine, avoir une

conduite exemplaire en phase avec la ligne et l'éthique du parti, avoir une connaissance approfondie du fonctionnement du parti et de l'idéologie qu'il prône, avoir une expérience politique effective, faire preuve d'une compétence avérée, jouir d'une bonne santé physique, morale et mentale, être à jour de ses cotisations statutaires.



Maixent Backana Kolelas

Juste Ntoumi Kolelas

Les candidats non retenus/DR

Au regard de ces critères, six candidats ont été retenus, à savoir Joseph Badiabio, Fernand Gilles Bassindikila, Oleg Fabrice Kiessila (de la diaspora), Bonard Moussodia, Rodrigue Mayanda et Jean Jacques Nicolas Malonga. Les trois candidats recalés sont Maixent Kolélas Backana, Juste Ntoumi Kolélas et Joseph Kouezo, du fait, selon la direction politique, de n'avoir pas rempli les critères.

Jean Jacques Koubemba

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Nnyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint

Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Obas, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ALLIANCE SMART AFRICA

Le Congo s'engage à promouvoir l'entrepreneuriat numérique

Le gouvernement congolais partage la même vision en matière du développement numérique que les autres pays africains membres de l'Alliance Smart Africa. Cette vision panafricaine a fait l'objet des discussions, débutées le 4 juillet, au Cape Town, en Afrique du Sud, entre les membres de l'alliance et leurs partenaires onusiens.

Les conclusions de la réunion régionale dédiée au développement des technologies numériques sur le continent seront présentées à la prochaine session des Nations unies en vue du lancement du Pacte numérique mondial. Ouvrant les travaux de ces assises par visioconférence, le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique du Congo, Léon Juste Ibombo, a salué la démarche du continent qui consiste à s'unir autour d'une feuille de route du secteur numérique.

Ces discussions de deux jours constituent donc une étape importante vers l'inclusion numérique, conformément à l'agenda 2063 de l'Union africaine et aux Objectifs de développement durable. Les participants entendent relever les défis liés au manque des infrastructures adéquates ; au coût élevé de l'usage de l'internet, les tarifs dans certains pays africains ne favorisant pas l'accès à l'internet pour tous ; à l'inefficacité



Le ministre Léon Juste Ibombo participant aux assises par visioconférence/Adiac

des stratégies de lutte contre la cybercriminalité ; aux financements des projets innovants... Pour accélérer le développement de l'entrepreneuriat numérique et de l'innovation, les membres de l'Alliance comptent investir au cours des

prochaines années dans l'amélioration de la connectivité à large bande, en particulier dans les zones reculées et mal desservies; la promotion des initiatives qui favorisent la culture numérique; la croissance de l'entrepreneuriat numérique et

l'innovation en donnant accès à des programmes de financement, de mentorat et d'incubation; la réduction du fossé numérique entre les sexes, incluant les couches sociales défavorisées et le développement des cadres légaux et réglemen-

taires en matière de cybersécurité.

Le Pacte numérique mondial en préparation est une opportunité pour l'Afrique de contribuer au développement d'un avenir numérique plus inclusif et équitable, a estimé le ministre Léon Juste Ibombo, assurant la présidence du Conseil des ministres de l'Alliance Smart Africa. « Le chemin pour y parvenir est certes long, mais la volonté affichée, la détermination sans faille, la vision éclairée de nos hauts décideurs, au nombre desquels le président congolais, Denis Sassou N'Guesso, fondent notre espérance au devenir de l'Afrique numérique », a-t-il déclaré.

À l'instar des autres pays de l'Alliance, le Congo milite en faveur des stratégies numériques nationales, sous régionales et régionales, grâce à une collaboration dans des domaines tels que la fiscalité numérique, la sécurité des données et des informations transfrontalières.

Fiacre Kombo

DISTRICT DE MAYAMA

Les jeunes incités au travail de la terre

Le député de la circonscription électorale unique de Mayama, dans le département du Pool, Prince Bertrand Bahamboula, est allé rendre compte des travaux de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée nationale à sa base. Il en a profité pour inviter la jeunesse à cultiver la terre afin de contribuer au développement économique du pays.

Faisant le point des travaux de la deuxième session ordinaire de la chambre basse du Parlement, l'élu de Mayama a insisté sur le Projet de développement intégral des chaînes de valeurs agricoles (Prodivac). Lancé en octobre 2021 et financé par la Banque africaine de développement à hauteur de 48 milliards FCFA pour une durée de six ans, le Prodivac a pour objectif d'améliorer les chaînes de valeurs agricoles ainsi que l'environnement des affaires propice à la promotion des petites et moyennes entreprises agricoles. Il vise également à contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'accent sera aussi mis sur la réhabilitation des pistes agricoles qui prennent source depuis les bassins de production déjà identifiés dans les zones d'intervention du projet, à savoir les Plateaux, le Pool et la Bouenza.

Selon Prince Bahamboula, ce projet trouve son sens dans le programme du gouvernement, « Ensemble, poursuivons la marche ». « Nous sommes ici au niveau de la zone rurale

de Mayama. Le message que nous voulons faire passer c'est celui de dire à la population de se préparer, parce qu'au niveau du plan de travail annuel budgétisé du Prodivac, il est prévu l'accompagnement des coopératives et des entreprises rurales. Je crois que si la rivalité doit être au cœur du développement comme l'a dit le président, Mayama ne doit pas rester en marge », a-t-il expliqué.

Pour booster l'entrepreneuriat agricole dans sa circonscription, le député de Mayama a mobilisé les jeunes sur une étendue de plus de 100 hectares. « Nous avons privilégié le manioc, la saison sèche prochaine, nous allons nous intéresser à la culture maraîchère. Nous avons demandé à la population de se préparer davantage parce que le Prodivac est un projet qui est prévu pour un développement inclusif au profit de la population », a poursuivi Prince Bertrand Bahamboula.

Selon lui, le développement des chaînes de valeurs agri-



Prince Bertrand Bahamboula s'adressant à sa base/DR

coles implique plusieurs secteurs dont la transformation, la conservation et la commercialisation des produits. « Nous voulons que la transformation des produits soit au cœur des actions au niveau de Mayama. Nous avons parlé de la pêche, il faut que

la pêche artisanale, surtout la culture de fumer le poisson, soit enseignée à Mayama. Nous avons dit aux habitants qu'à Bokouélé, dans le département de la Cuvette, il y a déjà une expérience avérée. Donc, nous allons sélectionner quelques jeunes

volontaires pour aller apprendre la pêche artisanale, à fumer, à emballer et à commercialiser le poisson. Nous avons également parlé de la chasse, de l'électrification qui font partie de la chaîne de valeurs, parce que sans électrification, il n'y a pas conservation des produits », a-t-il insisté.

Les habitants ont salué cette rencontre qui leur a permis d'être à jour de l'évolution du travail à l'Assemblée nationale. C'est le cas du président de la jeunesse de Bitamou. « Nous demandons à notre député de poursuivre ce genre d'initiatives qui s'inscrivent dans le cadre de la politique du chef de l'Etat. C'est une première pour notre district, nous sommes très satisfaits. Bon vent, qu'il continue de plaider notre cause à l'hémicycle afin que notre contrée aille de l'avant », s'est-il réjoui, promettant de se constituer en coopératives pour booster l'agriculture dans cette sous-préfecture du département du Pool.

Parfait Wilfried Douniama

COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDANTE
CNEI
COORDINATION BUREAU
BUREAU

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité-Travail-Progrès

COMMUNIQUE

La Commission Nationale Electorale Indépendante (C.N.E.I) porte à la connaissance de toute la communauté nationale (congolaises et congolais) que les élections sénatoriales, pour la désignation des soixante-douze (72) sénateurs composant le Sénat, auront lieu, suivant décret n°2023-677 du 16 juin 2023 en Conseil des ministres, de Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, le 20 août 2023.

Suivant arrêté n°7871 du 20 juin 2023 de Monsieur le Ministre de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local, chargé des élections, la période de dépôt des dossiers de candidature va du 6 juillet au 14 juillet 2023 à minuit. Les dossiers sont déposés à la direction générale des affaires électorales où chacun peut se présenter pour avoir connaissance des pièces et documents constitutifs. L'élection des sénateurs a lieu au suffrage universel indirect.

Elle est ouverte à toutes les congolaises et à tous les congolais qui en remplissent les conditions, notamment, d'âge et de nationalité.

Fait à Brazzaville, le 28 juin 2022

LE PRESIDENT,

Henri BOUKA.

VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée
du Bassin du Congo

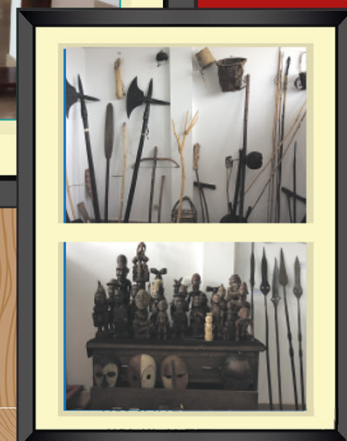
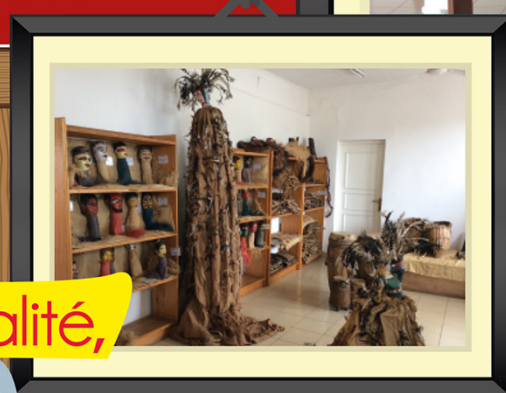
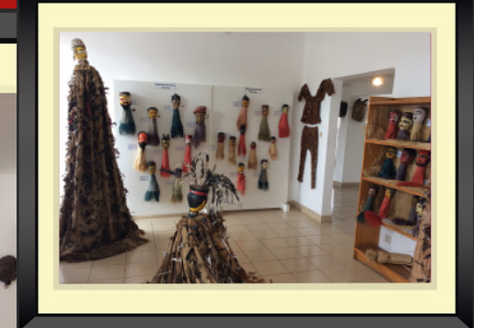
galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

HAUSSE DU PRIX DU CARBURANT

Les transporteurs en commun attendent les mesures d'accompagnement

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a poursuivi, le 4 juillet à Brazzaville, sa série de rencontres avec les partenaires sociaux.

Après le patronat, le chef du gouvernement a été le 4 juillet face aux représentants des associations des transporteurs en commun, des associations des consommateurs, les représentants des confessions religieuses ainsi que de la police et de la gendarmerie nationale. Le but étant d'annoncer officiellement la décision d'augmenter le prix de l'essence à la pompe à compter du 15 juillet. En effet, le prix du super passera de 625 à 775 FCFA, conformément aux exigences du Fonds monétaire international (FMI).

Une décision bien reçue par les associations des transporteurs en commun qui attendent des pouvoirs publics des mesures d'accompagnement.

« La dernière augmentation du prix du carburant remonte à 1994. Ce n'est pas l'Etat congolais qui a pris la décision, c'est une exigence du FMI. Nous pensons que nous allons nous asseoir avec le gouvernement pour voir comment satisfaire les usagers et les patrons. Nous attendons les mesures d'accompagnement. Nous demandons à la population de ne pas s'inquiéter. L'intersyndicale est bien placée, nous allons regarder ce qui va arriver avec les pouvoirs publics », a déclaré le vice-président de l'intersyndicale des transporteurs en commun du Congo, Bienvenu Mabiala.

Parfait Douniama

ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

Du matériel professionnel offert aux groupements

Les petits acteurs socio-économiques exerçant dans différents secteurs d'activités ont reçu le 4 juillet, à Brazzaville, un don de matériel professionnel afin de leur permettre de passer de l'informel au formel.

Le don est composé du matériel de restauration, de maraîchage, de la mécanique automobile, de coiffure homme, de l'informatique, de l'électroménager, de photographie et bien d'autres. Il fait suite à l'accord signé en avril 2021 entre le gouvernement et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Les bénéficiaires ont été notamment les acteurs des départements de Brazzaville et de Pointe-Noire.

Peu avant la remise du matériel, la lettre d'engagement signée entre les deux parties a été présentée. Elle interpelle les acteurs de l'économie informelle à faire bon usage de ce matériel.

« Il est strictement interdit de faire louer, prêter ou vendre ce matériel car en cas de non-respect de l'engagement, le groupement est dans l'obligation de rembourser au gouvernement la valeur du matériel reçu », ont indiqué les organisateurs.

La cérémonie de la remise du matériel professionnel aux acteurs de l'économie informelle a été marquée, entre autres, par l'allocution prononcée par l'administrateur maire de l'arrondissement 3, Poto-Poto, Jacques Elion. Il a indiqué que la deuxième édition de remise du matériel s'inscrit dans le cadre de



Le matériel de travail offert/Adiac

la mise en œuvre du Plan de travail annuel 2021, initié à l'appui du relèvement des acteurs de l'économie informelle. Elle prouve à suffisance la détermination du ministère de la Promotion de la femme, de l'Intégration de la femme au développement et de l'Economie informelle de faire de ce sous-secteur un pilier indispensable qui contribue à la croissance nationale.

Pour le représentant résident adjoint du Pnud au Congo, Henri René Diouf, ce don contribuera au relèvement des acteurs de l'économie informelle. Au Congo, l'informel emploie plus de 73 000 personnes dans 42 000 unités de production. Le secteur représente une source de revenus pour des personnes avec

très peu d'options.

« Le secteur informel joue un rôle important dans l'économie mondiale et dans la réduction de la pauvreté et des inégalités. Son action contribue à deux objectifs de développement durable (ODD) définis dans l'agenda 2030 des Nations unies que sont l'ODD relatif à l'éradication de la pauvreté et l'ODD relatif à la réduction des inégalités », a-t-il déclaré.

De son côté, la ministre de la Promotion de la femme, de l'Intégration de la femme au développement et de l'Economie informelle, Ines Bertille Nefer Ingani, a encouragé les femmes à se formaliser ainsi qu'à dénoncer toutes les formes de violences faites à leur égard.

Lydie Gisèle Oko

PRÉVENTION DES MALADIES

Le projet de décret de la plateforme « Une seule santé » validé

Plusieurs cadres issus de divers domaines ont participé, le 4 juillet, à Brazzaville, à l'atelier de validation du draft du projet de décret portant création, organisation et fonctionnement de la plateforme « One health » ou « Une seule santé » en République du Congo.

L'atelier s'est déroulé en présence des représentants des organisations gouvernementales et non gouvernementales. Il a permis aux participants de comprendre puis peaufiner le contenu du projet de décret portant création, organisation et fonctionnement de la plateforme « Une seule santé ». Ce concept appelle, en effet, à la mobilisation et à la collaboration multisectorielle entre les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale, pour mieux prévenir, détecter les menaces sanitaires émergentes et ré-émergentes et y répondre. Au terme des échanges, les participants se sont accordés que cette plateforme est chargée, entre autres, à renforcer les systèmes de surveillance de la santé, à contribuer à la mise en œuvre des orientations stratégiques de la politique nationale de lutte contre les maladies, les épidémies et les épizooties. Elle définira également les orientations stratégiques et politiques en



Les acteurs du système de santé lors des travaux/Adiac

matière de prévention des menaces sanitaires et de lutte contre ces menaces, suivant une approche globale et concertée pour la riposte face aux menaces sanitaires à potentiel pandémique. Elle va, par ailleurs, garantir la sécurité et la protection de la population face aux menaces sanitaires à potentiels pandémiques et assurer la concertation avec les partenaires techniques et financiers. Cette plateforme devra, en outre, informer les autorités et la population de l'évolution des urgences sanitaires et les menaces sanitaires puis les méthodes de prévention.

Au nom du ministre de la Santé et de la Population, le directeur général des soins et services de santé, le Pr Henri Germain Monabeka, a rappelé que la rupture des équilibres est traduite par une amplification des interfaces entre différentes espèces et les pathogènes à l'interface environnement-animal-homme.

« Au cours des deux dernières décennies, le monde a fait face à des crises sanitaires récurrentes dues à l'émergence et à la réémergence des maladies infectieuses touchant l'animal

et l'homme. Les stratégies de prévention et de réduction des risques sanitaires nécessitent l'urgence d'une approche « Une seule santé », avec un leadership déterminé sur la coordination de la santé pour renforcer la sécurité sanitaire nationale et régionale », a-t-il indiqué.

La mission qui a abouti à la réalisation de ce projet a été menée par le cabinet Gaf-Project, en partenariat avec Ds-Avocats et Redisse. Considéré comme le premier cabinet d'expert, de conseil et de formation en

droit congolais opérant dans le domaine de la commande publique, Gaf-Project accompagne, avec ses partenaires, les maître d'ouvrage dans la conduite transparente de leur projet.

Le travail de cette mission a consisté à répondre aux lacunes et faiblesses de la surveillance des maladies, de la préparation et des systèmes d'intervention dans tous les pays bénéficiaires afin de mieux prévenir et contrôler toutes les épidémies dans la sous-région d'Afrique centrale.

Si le comité de pilotage de cette plateforme est dirigé par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, ainsi que plusieurs membres du gouvernement, son comité technique de coordination multisectorielle est composé des acteurs majeurs du système de santé congolais. Le suivi et l'exécution des recommandations du comité technique de la plateforme seront assurés par un secrétariat exécutif permanent.

Rude Ngoma



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L11 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo
Brazzaville



Vendeur : Ambassade de France en République du Congo

Modalité de présentation des offres : Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

Renseignements et visites : Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00
Secretariat : 06 511 88 47
06 704 88 84
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

Date limite de réception des candidatures : 4 août 2023 à 12h00



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L12 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo
Brazzaville



Vendeur : Ambassade de France en République du Congo

Modalité de présentation des offres : Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

Renseignements et visites : Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00
Secretariat : 06 511 88 47
06 704 88 84
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

Date limite de réception des candidatures : 4 août 2023 à 12h00



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L17 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo
Brazzaville



Vendeur : Ambassade de France en République du Congo

Modalité de présentation des offres : Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

Renseignements et visites : Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00
Secretariat : 06 511 88 47
06 704 88 84
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

Date limite de réception des candidatures : 4 août 2023 à 12h00



AMBASSADE DE FRANCE EN REPUBLIQUE DU CONGO

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

CESSION D'UNE VILLA DOMANIALE

Villa L17 – Plateau DCM Quartier CCF République du Congo
Brazzaville



Vendeur : Ambassade de France en République du Congo

Modalité de présentation des offres : Une notice décrivant les modalités de présentation des offres par les candidats peut être retirée à l'Ambassade de France en République du Congo au secrétariat général d'Ambassade

Renseignements et visites : Tous les renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat général d'Ambassade
Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00
Secretariat : 06 511 88 47
06 704 88 84
La consultation du dossier peut être effectuée sur place à cette même adresse.
Les visites s'effectuent sur rendez-vous.

Date limite de réception des candidatures : 4 août 2023 à 12h00

EDUCATION

Bientôt un lycée international chinois au Congo

L'annonce a été faite par le directeur général de l'École internationale chinoise (EIC), à l'occasion de la cérémonie d'émulation scolaire marquant la fin de l'année scolaire 2022-2023, en présence du représentant de la direction d'agrément et de contrôle des écoles privées d'enseignement général, au Palais des congrès de Brazzaville.

La cérémonie a débuté par l'exécution des hymnes nationaux du Congo et de la Chine par les enfants, sous l'ovation nourrie de l'assistance. Dans son mot de circonstance, le directeur général de l'EIC, Armand Ghislain Massengo, a rendu à l'éducation ses lettres de noblesse, en citant la « Déclaration universelle des droits de l'Homme », texte faisant partie de la Constitution qui a su consacrer à l'éducation une place de choix. Il a cité l'article 26 de cette déclaration qui stipule : « Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit viser le plein épanouissement de la personne humaine et le renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux et religieux, ainsi que le développement des activités des Nations unies pour le maintien de la paix. » A travers cet article, Armand Ghislain Massengo a indiqué à l'assistance qu'ils viennent en-



Les pépinières qui passent au CP posant avec le responsable de l'École internationale chinoise/Adiac

semble de cerner le caractère sacro-saint de l'éducation, qui est une valeur qu'il faut traiter avec déférence car elle constitue, selon Nelson Mandela, « l'arme la plus puissante pour combattre les antivaleurs. » C'est dans cet élan de considération que l'EIC fait de la qualité de l'éducation son cheval de bataille, en promouvant le goût de l'effort et la culture du mérite. Car, comme le soulignait Victor Hugo, « Chaque enfant qu'on enseigne est un homme qu'on gagne ».

La répétition étant la mère des sciences, Armand Ghislain Massengo a réaffirmé l'engagement de son école à traduire en acte la vision large et exaltante de leur promoteur; vision à laquelle ils ont apporté leur modeste contribution en dressant un plan d'action qui répond aux enjeux de l'heure, mais surtout aux attentes de tous les parents. Ainsi, les quelques objectifs faisant partie de leur plan d'action sont les suivantes : reconstruire l'image d'une véritable école,

celle qui éduque, instruit et forme les bons citoyens et les cadres de demain ; ouvrir des ateliers de formation continue au profit de leur personnel enseignant et administratif ; ouvrir un véritable dialogue avec les parents sur le travail de leurs enfants ; remettre le livre et le journal au centre de la vie scolaire ; organiser une véritable émulation à la fin de chaque année scolaire ; faciliter l'employabilité de leurs futurs bacheliers... « Nous signalons, par ailleurs, que

durant toute l'année scolaire, les apprenants ont acquis les savoirs essentiels afin de matérialiser les objectifs que nous nous sommes assignés à l'école internationale chinoise : créer une véritable école d'excellence, compétitive, répondant aux standards internationaux de l'éducation... Soyons tous unis afin de bâtir une jeunesse digne et capable », a-t-il souligné.

Notons que la danse collective accompagnée du chant en chinois ; la prestation des élèves du préscolaire en langue chinoise (dialogue, comptage, scénette, chant et danse); le défilé de mode des enfants représentant chacun un département du Congo; le dialogue et récitation des poèmes ; la présentation d'une émission de journal sur l'importance du livre et de la lecture ; la présentation des œuvres d'art plastiques réalisées par les élèves de l'EIC ont été l'ossature de la cérémonie qui a pris fin par la présentation des résultats et la remise des prix aux meilleurs élèves.

Bruno Okokana

MIGRATION DUE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Une bombe à retardement en Afrique

Les vagues de migrations et de déplacements attendues en Afrique en raison du changement climatique constituent une bombe à retardement qui la menace si des stratégies appropriées ne sont pas mises en place pour y remédier, a indiqué la directrice de l'Observatoire africain des migrations (OAM), Namira Negm.

« Une attention particulière doit être accordée à ce phénomène en assurant le financement nécessaire pour prévenir l'exacerbation de la prochaine crise migratoire et réduire ses effets destructeurs sur l'Homme, la nature, la vie et les économies », a déclaré Namira Negm, lors d'une rencontre organisée au Cap par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur le thème « Changement climatique et mobilité humaine ». Elle a ainsi mis en garde que le changement climatique est l'un des principaux moteurs de la migration sur le continent africain, aux côtés des conflits, notamment en Afrique de l'Est, dans la Corne de l'Afrique et en Afrique australe. Mettant l'accent sur la nécessité d'élaborer des plans et des

politiques adéquates pour assurer une gestion efficace de ce phénomène, elle a tiré la sonnette d'alarme sur les conséquences néfastes du mouvement de plus de 100 millions d'Africains durant les prochaines années à l'intérieur de leurs pays ou vers les pays voisins, selon les statistiques de la Banque mondiale. « Une personne sur huit dans le monde est soit un migrant, soit a été déplacée de force en raison de facteurs tels que les conflits, la persécution, la dégradation de l'environnement ou le manque de sécurité et d'opportunités », a-t-elle poursuivi. Namira Negm a rappelé, à cet égard, l'adoption en juin dernier de la Déclaration de Rabat lors d'une session de haut niveau sur la santé des réfugiés et des migrants, initiée par l'Or-

ganisation mondiale de la santé, l'OIM, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, avec la participation des représentants de cinquante États membres de l'Organisation des Nations unies, d'observateurs et de représentants d'organisations humanitaires et de la société civile. Namira Negm a signalé ainsi que de grands efforts internationaux et régionaux sont déployés pour protéger les migrants et les réfugiés, notant que le fait de s'appuyer uniquement sur l'approche sécuritaire pour faire face à la migration irrégulière est susceptible d'exacerber les atteintes aux droits de cette catégorie vulnérable qui souffre déjà des violations perpétrées par les gangs de passeurs et de trafiquants d'êtres humains. « Ainsi, il est devenu urgent de

reconsidérer les mécanismes de protection des immigrés irréguliers, d'une part, et le droit des États à contrôler leurs frontières face aux arrivées irrégulières, de l'autre, afin de suivre le rythme des changements qui se produisent sur le terrain, contribuant à l'augmentation constante de la migration irrégulière », a-t-elle soutenu. Par ailleurs, Namira Negm a jeté la lumière sur les efforts de l'OAM dans le domaine de l'amélioration de la délivrance des données liées à tous les types de migrations sur le continent pour soutenir les décideurs africains. Elle a, de même, relevé que l'Observatoire se penche actuellement sur le lancement de deux nouveaux projets dans les domaines de la santé et de l'agriculture, en coopéra-

tion avec des organismes étatiques et des organisations internationales spécialisées telles que la FAO et le Haut-Commissariat aux réfugiés et l'OIM, afin de proposer des solutions concrètes pour limiter la migration rurale vers les villes. Cette rencontre a été organisée dans le cadre d'une série de tables rondes avec la participation de la directrice de l'OIM, Amy Pope, ainsi que d'éminents experts et chercheurs sur les questions de migration africaine. Les tables rondes ont porté également sur des questions liées à l'intégration régionale, la Zone de libre-échange continentale africaine, la mobilité de la main-d'œuvre, la protection sociale ainsi que la contribution des jeunes à l'élaboration des politiques migratoires, de retour et de réintégration durables.

Noël Ndong



CONGO TELECOM POURSUIT SON PROGRAMME D'INCLUSION NUMÉRIQUE DANS LES ZONES RURALES

Congo Telecom, opérateur historique des télécommunications en République du Congo, poursuit ses efforts pour promouvoir l'inclusion numérique et rendre Internet accessible aux populations rurales. C'est à ce titre qu'une délégation conduite par son Directeur Général, Yves CASTANOU, a effectué une mission de service, du 28 au 30 juin 2023 à Dolisie, Nkayi et Madingou dans le sud du pays, pour y lancer officiellement, la commercialisation de sa fibre optique dans le cadre de son programme d'inclusion numérique dans les zones rurales.

Ce dispositif innovant, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de son plan stratégique «TRANSFORM», regroupe sous une même bannière, l'ensemble des activités que déploie l'opérateur téléphonique historique pour rendre Internet accessible aux populations rurales.

Il s'articule autour de trois composantes stratégiques que sont : (i) le déploiement d'un réseau très haut débit dans les zones rurales notamment les localités de Dolisie, Ouesso, Nkayi, Madingou ; (ii) le lancement d'une offre spéciale zone rurale ; (iii) la mise en place d'un programme de formation sur les avantages de l'inclusion numérique en zone rurale.

Après la ville de Ouesso dans le département de la Sangha, au nord du pays, le tour est revenu aux localités de Nkayi, et Madingou d'être connectées à la fibre optique. Plus de 8000 ports et plus de 200 Km de fibre optique ont été déployés.

Ce programme d'inclusion numérique traduit la détermination du top management de Congo Telecom à accompagner la volonté de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, de réduire la fracture numérique en favorisant l'inclusion sociale dans le pays.

L'opérateur historique s'emploie à connecter progressivement les communautés rurales, isolées et d'autres couches défavorisées de la population et à faciliter l'accès à Internet grâce à une offre spéciale de 10 Mbps à 15.000 FCFA ainsi que des formations sur l'utilisation et les métiers de l'internet de base destinées aux populations rurales.

Il sied de noter que l'engagement de Congo Telecom en faveur d'une société numérique inclusive est inscrit dans son ADN et s'affirme de plus en plus comme un socle de sa responsabilité sociétale. L'opérateur historique travaille sans relâche pour garantir l'accès à une connexion Internet abordable à la majeure partie de la population congolaise.



CIRGL

Les parlementaires préoccupés par la situation sécuritaire

En séjour de travail en République du Congo, la délégation du Forum des parlements de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (FP-Cirgl), conduite par son secrétaire général, Onyango Kakoba, a échangé avec le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, sur la situation sécuritaire dans la région.

Les deux parties ont abordé les activités menées par le forum et celles à réaliser sans oublier la situation financière de l'organisation. « Pour ce qui est de la situation dans la région des Grands Lacs, nous pouvons dire qu'il y a encore certains pays qui font face à des conflits, des défis. Sur les plans sécuritaires, l'Assemblée plénière a décidé que le Forum des parlements soit plus actif et s'implique dans le sens de mener des actions qui feront qu'il y ait la paix », a expliqué le président de la commission des finances du FP-Cirgl, Sergio Leonardo Vaz.

Selon lui, dans l'ensemble, la situation est inquiétante dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) et au Soudan. Le FP-Cirgl note, cependant, une relative accalmie en République cen-

trafricaine et au Soudan du Sud. « C'est dans ce sens-là que le forum va bientôt organiser une mission d'information parlementaire à l'Est de la RDC. Il sera aussi question de rencontrer un certain nombre de parties prenantes pas seulement à l'Est mais aussi dans la région des Grands Lacs, notamment un certain nombre de chefs d'Etat. Tout cela dans le sens de ramener la paix dans cette partie de la

RDC », a poursuivi Sergio Leonardo Vaz.

S'agissant du Soudan, il a salué la signature de l'accord de cessez-le-feu entre les belligérants pour l'ouverture d'un couloir humanitaire afin d'évacuer la population. Un acte s'inscrivant dans le cadre des efforts fournis dans le but de ramener la paix dans ce pays. Parmi les activités réalisées, le président de la commission des finances du FP-Cirgl a rappelé la mission de présen-

tation des résolutions prises lors de l'Assemblée plénière de Juba, au Soudan du Sud, au président angolais, en sa qualité de président en exercice du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Région des Grands Lacs. En perspective, il a annoncé la tenue des réunions statutaires des organes du forum dont celle de la commission genre prévue en Ouganda.

En marge de cette réunion, il y aura une visite auprès des

déplacés internes.

Interpellé par la presse sur la situation au Soudan du Sud, Sergio Leonardo Vaz a dit qu'en tant que parlementaire, le FP-Cirgl n'a pas le pouvoir exécutif. Il apporte seulement une approche différente. « Nous sommes représentants du peuple, donc il est de notre devoir de travailler pour son bien-être. Le conflit cause beaucoup de problèmes, de défis pour les femmes et pour les enfants. Même si nous n'avons pas de pouvoir exécutif, nous pouvons contraindre le gouvernement à agir dans un sens ou dans un autre. Nous faisons de la diplomatie parlementaire », a-t-il conclu, remerciant le Parlement congolais dont le pays est en paix et appuie les autres nations en proie à des crises.

Parfait Wilfried Douniama

«...Le conflit cause beaucoup de problèmes, de défis pour les femmes et pour les enfants. Même si nous n'avons pas de pouvoir exécutif, nous pouvons contraindre le gouvernement à agir dans un sens ou dans un autre. Nous faisons de la diplomatie parlementaire »

RWANDA

Le pays souhaite devenir un pôle centré sur les services

Le Rwanda ambitionne de devenir un pôle centré sur les services et une porte d'entrée vers la région d'Afrique de l'Est et le continent africain, dans le cadre des efforts du gouvernement pour diversifier l'économie et créer davantage d'emplois, a déclaré, le 3 juillet, le ministre rwandais du Commerce et de l'Industrie, Jean Chrysostome Ngabitsinze.

S'exprimant lors d'un événement en ligne à l'occasion du lancement de Trade in services for development, une publication conjointe de l'Organisation mondiale du commerce et de la Banque mondiale, le ministre a déclaré que le Rwanda avait identifié l'échange de services comme une mesure politique clé pour réaliser une croissance économique et un développement durables.

Le secteur des services rwandais a enregistré une croissance impressionnante de 10,9 % par an en moyenne entre 2013 et 2022.

« En 2022, le secteur des services représentait 46 % de l'activité économique, ce qui illustre le potentiel des

services pour diversifier les économies afin de mieux résister aux chocs mondiaux », a déclaré Jean Chrysostome Ngabitsinze. « Au cours des deux décennies écoulées, le Rwanda a mis en place des investissements publics et privés importants dans les infrastructures et la prestation de services dans tous les secteurs des services, pour tous les modes de services », a-t-il ajouté.

Ce rapport conjoint indique que des services comme le tourisme et les télécommunications génèrent plus des deux tiers du produit intérieur brut mais que les barrières aux échanges de services sont plus importantes que celles sur les échanges de marchandises.

AFRIQUE DE L'EST

Une caravane de la paix pour promouvoir la coexistence pacifique

La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) a lancé, le 3 juillet, une caravane de la paix visant à promouvoir la coexistence pacifique, les relations de bon voisinage et la résolution pacifique des différends frontaliers grâce à l'apprentissage expérientiel des pratiques d'autres communautés frontalières dans la région.

Selon un communiqué publié par le siège de la CAE à Arusha, dans le Nord de la Tanzanie, l'initiative, baptisée « Caravane de la paix et tournée d'analyse comparative pour les communautés frontalières au Kenya, en Ouganda et au Soudan du Sud », a été lancée à Namanga, à la frontière entre le Kenya et la Tanzanie. L'initiative a été lancée par le secrétariat de la CAE en collaboration avec le Kenya, l'Ouganda et le Soudan du Sud, et en partenariat avec le Programme frontière de l'Union africaine, précise le communiqué, ajoutant que cette initiative vise également à sensibiliser les communautés frontalières à d'autres initiatives nationales, régionales et continentales en cours

pour résoudre pacifiquement et durablement les problèmes frontaliers ainsi qu'à tirer des enseignements des expériences, leçons et pratiques des communautés frontalières où des différends frontaliers ont été résolus pacifiquement et avec succès.

La caravane de sept jours, qui implique aussi des représentants de la communauté Atekar, composée de Turkanas du Kenya, de Toposas du Soudan du Sud et de Karamojongs de l'Ouganda, a commencé à Lodwar, dans le comté de Turkana, au Kenya, avant de se diriger vers la frontière à Namanga via Eldoret pour communiquer et apprendre des expériences de la communauté Massai.

Xinhua

PROJET DE CONSTRUCTION DU TÉLÉPHÉRIQUE

Guy Loando Mboyo et Nicolas Kazadi inspectent les sites

Accompagnés du président directeur général de Milvest, M. Turam, ainsi que de l'équipe technique de la société réalisatrice du téléphérique, le ministre d'État chargé de l'Aménagement du territoire, Me Guy Loando Mboyo, et le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, ont visité récemment les sites destinés à accueillir les stations de la future ligne de transport aérien à Kinshasa.

La délégation ministérielle a commencé sa visite par le site de la station Triangle, située dans la commune de Lemba. Ensuite, elle s'est rendue à l'école de santé publique de l'Université de Kinshasa, puis à l'entrée de l'établissement pour finalement conclure cette visite à Mbanza Lemba.

Le projet de téléphérique vise principalement à atténuer les problèmes de congestion routière à Kinshasa en introduisant une ligne de transport aérien par câble, reliant deux gares stratégiques : l'université de Kinshasa et la station Triangle.

Avec une longueur totale de deux kilomètres, le téléphérique aura une capacité de transport quotidienne de 5000 passagers. La société Milvest sera responsable de la construction des infrastructures, tandis que la société française Poma fournira la technologie nécessaire.

Cette nouvelle ligne de téléphérique sera équipée d'un système énergétique propre, garantissant ainsi son autonomie et sa durabilité. Les travaux de construction de ce projet ambitieux débiteront ce mois de juillet. Milvest estime que la majeure partie du projet sera livrée d'ici à décembre prochain, permettant ainsi aux habitants de Kinshasa de bénéficier rapidement de ce nouveau moyen de transport moderne, plus rapide et plus efficace.

Blandine Lusimana

63 ANS DE L'INDÉPENDANCE DE LA RDC

Bob Bobutaka invite les dirigeants à être des hommes d'Etat

La République démocratique du Congo (RDC) a célébré ses 63 ans d'indépendance dans la méditation comme d'habitude depuis quelques années. Dans une intervention à l'émission Métissage sur les ondes de Radio Okapi émettant à partir de Kinshasa, le Pr Bob Bobutaka Bateko a dressé un bilan mitigé de la gouvernance du pays. Il a instamment appelé les dirigeants et décideurs à devenir des hommes d'Etat.

Selon Bob Bobutaka, scientifique éclectique et interdisciplinaire, la RDC évolue en dents de scie, surtout lorsqu'on prend comme repère 1960, date de l'indépendance, jusqu'aujourd'hui. « Dans l'ensemble l'on peut dire que le gap est quand même important, il faudrait qu'on réfléchisse ensemble, qu'on travaille pour voir comment on peut se relever, puisqu'en 1960, du point de vue de l'économie, la RDC était comparable à l'économie du Canada et de bien d'autres pays, on avait même dépassé la Chine. Mais aujourd'hui il faut voir comment les dirigeants congolais ou même africains effectuent des visites en Chine pour chercher des financements. Et dire qu'en 1960, c'est nous qui avions la primauté économique sur la Chine. Là-dessus, je crois qu'on doit travailler », a-t-il déclaré.

Il y a un autre élément, a-t-il fait savoir, sur le social. A en croire plusieurs études, que ce soit du Programme des Nations unies pour le développement, en termes d'indice du développement humain, ou bien de la Banque mondiale, on se rend compte, a-t-il dit, que la pauvreté s'accroît en RDC, et ce n'est pas un bon signe. « Du point de vue infrastructures, point de vue besoin d'évoquer les embouteillages que nous avons ici à Kinshasa. La tendance est facilement de dire que c'est le gouvernement actuel qui en est responsable, mais ça vient de très loin. Et le pays ne se construit pas en une journée, nous avons eu beaucoup de gouvernements, beaucoup de présidents, s'il y avait vraiment eu l'esprit de faire quelque chose pour le pays, on serait très loin », a avancé le Pr Bob Bobutaka. Mais si on peut observer objectivement,



Bob Bobutaka

a-t-il soutenu, on peut dire que ceux qui sont au pouvoir semblent être plus les hommes politiques en misant sur leurs propres intérêts, que de fournir l'effort de devenir des hommes d'Etat qui doivent travailler pour le peuple, pour la République.

Maturité, cohésion nationale et publications scientifiques

Mais d'un point de vue positif, a souligné cet analyste, les grandes strates ethniques du pays, notamment les Ne Kongo, les Katangais, les Balubas, les Bangala ou bien en termes ethnolinguistiques, le kikongo, le lingala, le swahili et le luba, on a eu des présidents qui ont représenté toutes ces strates-là. Et cela démontre qu'il y a une certaine maturité et l'on veut renforcer la cohésion nationale, et c'est bien. Aucune strate ne peut aujourd'hui dire qu'elle a été abandonnée, toutes ces strates importantes ont été représentées au sommet de l'Etat, d'abord avec le président Kasa-Vubu, ensuite

Mobutu, les deux présidents katangais, Kabila père et fils, et le président Tshisekedi, c'est un point positif. « Il faudra réfléchir à comment inciter les Congolais à réfléchir, puisque quand le Congolais lient les Congolais, c'est d'abord sa fierté, et c'est très important. Si on n'arrive pas à permettre aux étudiants de décortiquer la pensée congolaise, en tout cas, ça ne sert absolument à rien. La force d'un pays, c'est la manière de réfléchir de ses propres habitants, j'espère que les efforts seront fournis pour qu'on renforce les presses universitaires, parce qu'on ne peut comprendre qu'il y a des réformes, on parle de tout, sauf des presses universitaires, on ne parle pas de librairies en milieu universitaire... », s'est préoccupé le professeur.

Bob Bobutaka a ajouté : « Tout le monde se représente autour de Lumumba comme héros national, mais qui a déjà exploité le livre de Lumumba ? Personne

! pire encore, même les activités autour du rapatriement de sa dent, il n'y a même pas eu de conférence. Et pourtant, au Ghana, on a célébré l'anniversaire de Kwame Nkrumah avec faste, et il y a eu des conférences dans les universités là-bas. Donc autant nous disons qu'il y a eu beaucoup d'efforts pour la publication scientifique, autant ceux qui dirigent doivent comprendre qu'il y ait ce genre de stratégies, de foires au niveau national et international où on peut attirer tout le monde pour réfléchir et consolider la pensée congolaise ».

Réfléchir « pays »

Pour terminer en termes de publication, il a fait mention de la richesse au sujet de l'os d'Ishango, l'ancêtre des mathématiques dont personne n'en parle au pays. « Or, les mathématiques, c'est l'intelligence artificielle. Je suis surpris dans mes différents voyages, surtout au Sénégal,

au musée négro-africain de Dakar, où il y a beaucoup d'informations sur l'os d'Ishango. Mais, dans notre musée national, y a-t-il des éléments sur l'os d'Ishango ? On doit arrêter et changer. Le professeur, ce n'est pas seulement celui qui accumule des thèses, oui, une thèse, c'est le parchemin, mais ce qui est important, c'est ce qu'on a fait après la thèse. L'on ne doit pas donner l'impression d'être là que pour créer des professeurs, des thèses. Pour moi, ce qui est important, c'est de réfléchir pour socialiser ces pensées-là afin de participer au grand rendez-vous du donner et du recevoir... », a-t-il admis.

Le Pr Bob Bobutaka a conclu en mettant en évidence ce que le président Tshisekedi fait pour la nation. « Il faut reconnaître que depuis le départ du président Mobutu, le pays souffre sérieusement au sujet de la guerre dans l'Est. Et l'on voit les efforts que le président est en train de fournir, il faut le souligner, et cela confirme le nationalisme et donne aux Congolais le goût d'avoir un pays, un Etat. Mais il faudrait que les scientifiques accompagnent cela avec des conférences, avec des publications », a-t-il conseillé.

Bob Bobutaka est docteur en sciences de l'information et de la communication, théoricien en intelligence artificielle, expert en sciences de l'écrit et de la mémoire, et des archives, enseignant à l'Université de Kinshasa, à l'Université pédagogique nationale, à l'Université Kongo, à l'Université officielle de Mbuji-Mayi et à l'Institut supérieur des statistiques de Kinshasa. Prolifique, il est auteur d'une vingtaine d'ouvrages.

Martin Engimo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



9^{es} JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Le gouvernement prend des dispositions sécuritaires

Des dispositions sécuritaires ont été prises par l'exécutif national pour assurer les délégations étrangères qui vont participer, dans moins d'un mois, aux 9^{es} Jeux de la Francophonie, à Kinshasa.

A vingt-cinq jours du début des 9^{es} Jeux de la Francophonie, le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, a réuni, le 3 juillet, dans son cabinet de travail, toutes les parties prenantes à la préparation de cet événement pour passer en revue les questions relatives aux infrastructures, à la préparation de la participation des athlètes congolais et aux aspects diplomatiques.

Le ministre de la Communication et Médias, Patrick Muyaya, qui a fait le point de cette réunion à la presse, a indiqué que tout est mis en œuvre pour assurer la meilleure participation à toutes délégations. Il a promis la poursuite des discussions sur le plan diplomatique pour rassurer les délégations qui mettent en avant plan les aspects sécuritaires en vue de justifier les désistements déjà annoncés.

« Les jeux arrivent dans vingt-cinq jours. A l'exemple du président de la République lui-même, il y a quelques jours, le



Sama Lukonde en réunion avec les parties prenantes dans l'organisation des Jeux de la Francophonie à Kinshasa DR

Premier ministre a circulé pour faire le point de l'évolution des travaux d'infrastructures. Dans les jeux, il y a, en effet, la partie infrastructures, la partie de la préparation de la participation des athlètes, et les aspects diplomatiques. Parce qu'il était question, pour nous, au cours de cette réunion, de faire le tour de tous ces sujets. Évidemment, nous avons suivi le désistement du Québec et de la Wallonie qui annonçait la limitation de sa participation aux seules activités culturelles. C'est un

sujet sur lequel on va continuer les discussions. Des précautions ont été prises, notamment pour la piste d'athlétisme, en fonction des exigences de certaines fédérations. On ne peut pas comprendre que cela ne se fasse pas. De ce point de vue, il y aura des conséquences le moment venu. Pour aujourd'hui, nous avons été informés des dispositions, notamment sécuritaires, qui sont prises. Parce qu'il y a des rumeurs ou ceux qui alimentent la manipulation, qui tendent à faire croire que Kinshasa

n'est pas une ville sécurisée pour abriter les jeux. C'est totalement faux. Il y a des plans de sécurité qui ont été faits. Des dispositions ont été prises, notamment avec des ambulances spécifiques pour la prise en charge sanitaire de différents athlètes », a-t-il dit.

Pour le gouvernement, l'heure est à la finalisation des travaux, au suivi de la préparation des athlètes congolais et à la mobilisation des Kinois pour obtenir leur adhésion et l'engouement autour de la rencontre. « Aujourd'hui, on s'attelle plutôt à finaliser

les derniers travaux sur tous les sites où il en reste encore. Je crois que dans les jours qui viennent, nous aurons une communication plus étendue sur le sujet pour permettre maintenant aux Kinois de se préparer à recevoir le monde francophone qui va arriver ici. Nous allons aussi nous assurer que nous accompagnons nos sportifs et nos culturels, qui doivent participer et représenter la République démocratique du Congo à ces jeux », a-t-il conclu.

Martin Enyimo

PHÉNOMÈNE KIDNAPPING

Kinshasa en état d'alerte

L'inquiétude grandissante qu'inspirent les enlèvements récurrents dans la ville capitale s'est répandue au-delà des rues et a trouvé un écho sur les réseaux sociaux.

Kinshasa ressemble de plus en plus à la cour du roi Pétaud. La ville, autant que ses habitants, sont livrés à eux-mêmes. Face à la montée de la criminalité et de la violence des gangs, les Kinois n'ont que leurs yeux pour pleurer. Ils ont cessé de croire à leur police qui ne leur donne pas des gages d'une bonne sécurisation d'eux-mêmes et de leurs biens. Ainsi va la vie dans la ville capitale de la République démocratique du Congo, aujourd'hui empêtrée dans une insécurité ambiante sans issue, sur fond d'une psychose grandissante.

Alors que le gangstérisme urbain (Kuluna) continue de narguer l'autorité publique dans un contexte d'insécurité

généralisée, le phénomène « kidnapping » vient, lui aussi, de s'inviter au débat. La coupe est donc pleine. Il ne se passe plus un jour, en effet, sans que l'on apprenne la disparition d'un concitoyen dans des circonstances souvent non élucidées. Ce qui, autrefois, pouvait ressembler à des incidents isolés, a fini par devenir un phénomène aussi récurrent qu'inquiétant. En témoignent les messages d'alerte balancés à longueur des journées, via les médias ou les réseaux sociaux, par des familles victimes en quête d'un membre disparu. En fin de compte, après des vaines recherches, les ravisseurs se signalent, par des voies détournées, pour exiger le paie-

ment d'une rançon contre libération de leur « proie ». Pour peu, on se croirait dans une série hollywoodienne, mais hélas! La psychose est telle que la prudence est désormais requise pour tout passer à bord d'un taxi ou taxis-bus.

Il appert que les petites voitures japonaises communément appelées « Ketch » sont très prisées par les ravisseurs qui s'en servent pour opérer, de nuit comme de jour, sans oublier les fameux taxis-motos également mis à contribution. Le sort réservé aux victimes demeure souvent mystérieux. À défaut d'une demande de rançon, la victime est jetée à un endroit isolé après l'avoir dépouillé de ses effets ou, dans la pire de

cas, abattue froidement, loin des regards indiscrets. Entretemps, une folle rumeur d'une prétendue vente des organes humains et d'enfants à bas âge circule dans la ville, impliquant un réseau des malfrats. La prudence reste de mise...

Nonobstant le récent joli coup de filet réalisé par la police avec l'arrestation de vingt-sept présumés kidnappeurs présentés dernièrement devant le vice-Premier ministre en charge de la Sécurité, la psychose est loin de quitter les esprits. Plus que jamais, les forces de l'ordre sont appelées à intensifier les patrouilles, diurnes et nocturnes, pour éradiquer ce fléau et restaurer la sécurité dans la ville. Elles sont également astreintes à

faire respecter les mesures de sécurité routière prises, notamment l'interdiction de circulation des voitures aux vitres teintées, l'affichage du numéro d'identification pour les taxis et taxis-bus, le respect du nombre de passagers à bord, le signalement des intrus dans la corporation des chauffeurs, etc. Tous les services de sécurité de la ville de Kinshasa devraient dorénavant s'impliquer dans cette lutte en vue de garantir la sécurité des passagers sur le trafic urbain. Pour l'heure, les Kinois sont appelés à la prudence, à la vigilance et à l'entraide pour se sécuriser mutuellement et protéger leurs proches.

Alain Diasso

LUTTE CONTRE LA POLIOMYÉLITE

Les experts réfléchissent sur les progrès dans la région africaine

La République démocratique du Congo (RDC) abrite, du 4 au 7 juillet, les travaux de la 31^e réunion de la Commission régionale africaine de certification pour l'éradication de la poliomyélite (CRCA). Les représentants du Tchad, du Mali, de Madagascar, du Mozambique, de l'Éthiopie et de la RDC prennent part à cette grande rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre cette maladie invalidante de l'enfance dans la zone africaine.

Ouverte par le vice-ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Serge Emmanuel Holenn, le forum sur la polio offre un cadre de réflexion aux participants pour mettre en place des stratégies idoines en vue de renforcer les activités d'éradication de cette pathologie.

C'est ainsi qu'au cours des échanges, les délégués des différents pays examineront, de manière critique, les mises à jour annuelles de la certification et fourniront des informations sur le niveau de progrès vers l'éradication de la poliomyélite dans la région africaine, en général, et en la RDC, en particulier.

En outre, les panélistes discuteront de l'importance de réorganiser la vaccination de routine à la suite d'énormes perturbations causées par la pandémie de covid-19 qui a fait augmenter le nombre d'enfants à dose zéro dans le pays.

En dépit des progrès ostensibles réalisés, des défis énormes persistent au regard de la recrudescence des épidémies dues aux poliovirus dérivés de la souche vaccinale circulante de type 2 dans la région avec le type 1 si-



Des orateurs à l'ouverture de la 31^e réunion de la CRCA/DR

gnalé notamment à Madagascar, au Mozambique et en RDC. Ce qui risque d'annihiler la déclaration du statut libre de circulation du poliovirus sauvage dans la région africaine.

Face à cette recrudescence, le ministre de la Santé a fait savoir que «si on n'y prend pas garde, il y a risque de compromettre tous les efforts que les pays ont déployés vers le progrès de l'éradication de la polio. D'où la nécessité de conjuguer des efforts afin de mener des actions visant la pérennisation des acquis et de poursuivre des actions innovantes de lutte contre la polio».

Malgré les défis sécuritaires et géographiques liés à l'accessibilité que connaît le pays, le gouvernement, a-t-il assuré, ne ménagera aucun effort dans la lutte contre cette pandémie.

C'est dans cette perspective que la RDC a initié, depuis 2019, le forum national de vaccination et d'éradication de la polio placé sous le haut patronage du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi. Le vice-ministre a, par ailleurs, insisté sur la nécessité d'un programme de renforcement du PEV de routine dans les zones prioritaires de la RDC pour renforcer l'immunité de la population.

La recrudescence de la poliomyélite dans la région africaine

Pour sa part, la présidente de la Commission régionale de certification pour l'Afrique, Dr Rose Leke, a reconnu que la faible immunité de la population, la survenue de la covid-19 sont parmi les facteurs qui ont conduit à la

recrudescence de la polio dans la région africaine. En réponse à cette riposte, des pays ont organisé des campagnes de vaccination de masse.

Dans le cadre des efforts vers l'éradication de la maladie, le Rose Dr Leke a rassuré que le CRCA «reste engagé et mobilisé pour accompagner les pays de la région et les partenaires à éradiquer la polio dans tous les pays de la région africaine d'ici la fin de l'année en cours».

Prenant la parole au nom des partenaires, le représentant adjoint de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en RDC, le Dr Jean-Baptiste Nikiema, a rappelé que l'initiative de la polio dans la région africaine a été le précurseur de nombreuses innovations dans le domaine de la santé.

Il a, en outre, reconnu que la

survenue de la covid-19 pose de nouveaux défis dans la lutte contre la polio. Il faut donc, a-t-il proposé, innover afin de toucher toute la population, en développant «des ripostes beaucoup plus rigoureuses». Au nom de l'OMS et de tous les partenaires, il s'est engagé à se tenir aux côtés du ministre de la Santé pour réussir la lutte contre la polio au bénéfice de la population congolaise et du bonheur des Africains. Notons que la clôture de la 31^e réunion de la Commission régionale africaine de certification pour l'éradication de la poliomyélite accouchera d'une série de recommandations qui permettront de renforcer et d'accélérer l'atteinte des objectifs de l'éradication de cette maladie à l'échelle mondiale.

Blandine Lusimana

KONGO RIVER

Werrason et NMB têtes d'affiche de Kiese-Kongo

Le Roi de la forêt et La Panthère vont prêter au bord de la plage de Muanda, respectivement le 14 et 15 juillet. Deux soirées festives dont les programmations qui débiteront à partir de 14h00 sont prévues au point de chute de la troisième édition du festival qui met un point d'honneur à célébrer le majestueux fleuve Congo.

Les deux « félins » de la musique congolaise, en l'occurrence Werrason le Roi de la forêt et NMB La Panthère seront sous les projecteurs de Kongo River 3. Le festival, qui a choisi cette année de poser ses valises au Kongo-Central, du 11 au 16 juillet, en partant de Kinshasa, a décidément pris le parti de relier de belle manière les deux provinces sœurs. Avec les deux stars, Kinshasa et le Kongo-Central sont dignement représentés à l'événement qui a pour point de chute Muanda avec les réjouissances de Kiese-Kongo. Des DJ locaux aussi participeront aux trois soirées sons et lumières annoncées du 14 au 16 juillet qui se tiendront au bord de la plage marquant la boucle du circuit touristique de Kongo River.

A l'approche de cet événement, l'on se rend de plus en plus compte combien le capital culturel de cette édition est diversifié. En effet, par-delà le fleuve que Vincent Kunda tient à raison pour la « colonne vertébrale de notre pays, symbole même de notre identité nationale », le festival a beaucoup encore à offrir. Le circuit touristique de « La route des esclaves » est attaché à



l'histoire passionnante d'une province dont la richesse culturelle et touristique est indéniable. Ainsi, l'idéal serait d'opter pour l'un des quatre packages proposés par le festival, quitte à le vivre de bout en bout et goûter à tous les délices offerts à chaque étape. Quoique le dernier serait le mieux adapté pour des moments conviviaux en famille avec

une offre de prix pour cinq ou dix personnes.

Embarras du choix

Il y a l'embarras du choix entre les quatre propositions « Kalamu, Liziba, Ebale et Moluka » dont les tarifs ne diffèrent qu'en fonction du standing, à savoir que seul le package Moluka propose un appartement pour cinq à dix



personnes en lieu et place des chambres d'hôtel pour les trois premiers. Mais pour l'essentiel, « logement, transport, restauration, circuit touristique et partie festive », tout est à chaque fois compris. Les tarifications détaillées de tous ces packages sont disponibles à partir du lien suivant <https://www.getyourguide.com/.../festival-kongo-river>.

Notons que chacune des quatre dénominations susmentionnées se rapporte aux différents milieux hydriques du pays. Kalamu est devenu synonyme de rivière suite à la rivière qui traverse la commune Kalamu. Liziba, c'est l'équivalent du mot source en français, Ebale c'est le fleuve et Moluka le ruisseau.

Nioni Masela

CLOSE-COMBAT

Les membres renforcent leur cohésion

Dans le cadre des préparatifs des activités sportives prévues de juillet à septembre, notamment la célébration et la participation aux événements sportifs nationaux puis internationaux de close-combat, le Cercle sportif Funitan (CSF) a organisé, le 2 juillet, dans la périphérie de Brazzaville, la deuxième phase de sa marche sportive « Close-Vacances ».

La marche sportive était consacrée aux activités liées à l'aguerrissement en montagne, au combat aquatique, aux exercices de cohésion ainsi qu'à l'enseignement divers sous la coordination et la supervision du moniteur Roland Francis Mahoungou. Tout s'est déroulé dans les profondeurs de Kielé Tenar, dans le septième arrondissement, Mfilou. « *Ceux qui se sont engagés à construire l'édifice du close-combat congolais et de ses disciplines associées sont*

« Ceux qui se sont engagés à construire l'édifice du close-combat congolais et de ses disciplines associées sont appelés à plus de sacrifice encore, en vue d'achever un jour cette précieuse œuvre »

appelés à plus de sacrifice encore, en vue d'achever un jour cette précieuse œuvre », a lancé le moniteur Roland Francis Mahoungou.

Les participants, à savoir les enfants et adultes issus du CSF, ont admiré le beau paysage naturel offert par cette partie excentrée de la ville capitale, tout en découvrant et en appliquant, dans la sueur, le répertoire d'exercices physiques et tactiques proposés à cet effet. Ils ont souhaité que ce genre de rencontres se multiplie et demandé que les autorités les accompagnent concrètement dans la pratique de leur art.

Rude Ngoma



Les membres du CSF lors d'un exercice Adiac

ARTS MARTIAUX

Les Diables rouges judo attendus à Kinshasa

L'équipe nationale du Congo de judo, dans différentes catégories, participera du 5 au 8 juillet, à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), au tournoi international dénommé « Test-Event de judo ».

Organisée par la Fédération internationale de judo (FIJ), la compétition se déroulera au gymnase Tata-Raphaël. Plus d'une cinquantaine d'athlètes venus des pays de la sous-région dont le Congo, l'Angola, le Gabon et la RDC participeront à cette compétition en prélude aux Jeux de la Francophonie.

Les athlètes congolais sont beaucoup attendus puisque les sélections nationales de cette discipline sportive ne prenaient plus part aux compétitions internationales.

Leur niveau et leur savoir-faire seront jugés à cette occasion marquant leur retour sur le tatami en affrontant les sportifs des autres pays.

Venus des ligues départementales différentes, ils étaient internés à Kintélé pour la préparation. « Je suis très heureux parce que j'ai consacré toute ma vie à la pratique du judo. Le fait de participer à cette compétition me pousse à croire encore à mes rêves. Nous allons dignement



Un combat de judo à Brazzaville/Adiac

représenter le Congo car tout le monde compte sur nous. Merci aux autorités. Empêcher un athlète de participer aux compétitions est synonyme de précipiter sa mort », a indiqué un judoka issu de la ligue de Pointe-Noire.

Le dynamisme et la détermination du bureau exécutif de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fécoju-Da) dirigé par Me Francis Neyl Ata apportent

leurs fruits dans la relance du judo congolais sur la scène internationale. D'ailleurs, lors de la cérémonie de port de dans, le président de cette structure invitait les Congolais et les acteurs du judo national à apporter, d'une manière ou d'une autre, leur contribution au développement de ce sport.

Liste des Diables rouges retenus Dames

1^{ère} catégorie : Marie Jeanne Grace Lebela et Lauriane Tsoumou

2^e catégorie : Andrey Moundene

3^e catégorie : Paulina Ursula Ngakeni

4^e catégorie : Vallone Kimfoko et Kerene Ngatsé

5^e catégorie : Vallone Taty et Ruth Locko

6^e catégorie : Verdienne Ickonga Angela

7^e catégorie : Liliane Locko et Ninelle Ngouala

Messieurs

-90kg : Junior Itsieré, Ella Ngassaki et Foula Melo

-60 kg: Songo Awassi et

Loick Fougue Kebele

-66kg: Saint Andrea Itoua et Charly Bobouta

- 73 kg: Rabby Pembele, Gloire Ayimba et Bino Mahoungou

- 88 kg : José Pellet et Ella Ngassaki

-100 kg: Charly Mokili et Daniel Bakayo Itoua

+100kg: Alberto Kem's Bokandli, Ardel Sathurnin Samba et Aboury Mayonde

R.Ng.

CINÉMA

L'espace culturel Yaro a accueilli le festival du film européen

Lancé en mai dernier à l'Institut français du Congo à Brazzaville, le festival du film européen, organisé par la Délégation de l'Union européenne (UE) en République du Congo, en partenariat avec les Etats membres, a été récemment clôturé à Pointe-Noire à l'espace culturel Yaro par la projection du film « Bienvenue à Marly-Gomont » de Julien Rambaldi.

Le public est venu nombreux au rendez-vous qui s'est déroulé le 27 juin dernier, en présence de la délégation de l'UE au Congo représentée par son chef adjoint, Torbene Nilson, et sa chargée de communication, Azad Mante. Au niveau du Congo, le festival du film européen qui entre dans le cadre de la célébration du « Mois de l'Europe », notamment le mois de mai, a été lancé le 9 mai dernier à l'IFC de Brazzaville avec la projection du film belge « Tori et Lokita » des frères Dardenn. L'événement s'est poursuivi dans les quartiers populaires de cette ville avant d'être clôturé à Pointe-Noire à l'espace culturel Yaro, avec « Bienvenue à Marly-Gomont », comédie franco-belge écrite et réalisée par le Français Julien Rambaldi. Le film, sorti en 2016, a été inspiré d'une histoire vraie de Seyolo Zantoko, médecin africain originaire de Kinshasa. Ce dernier s'installe avec sa famille dans un petit village de la France et la vie n'est pas facile pour lui. Malgré des débuts difficiles, il finit par être accepté et respecté par tous les habitants du village où



Vue de la salle lors de la projection du film Adiac

il vivra jusqu'à sa mort. Ce film, le septième qui a été projeté dans le cadre du festival du film européen, évoque les difficultés de s'intégrer dans un pays étranger, d'accepter les différences. Il évoque aussi les questions sur la tolérance et l'ouverture vers l'autre. Son choix n'a d'ailleurs pas été fait au hasard, tenant compte des explications de Torbene Nilson : « Les films qui ont été projetés pendant le festival parlent

des Africains qui quittent leur continent pour l'Europe, mais aussi l'inverse. On a voulu aller vers la population et faire la projection de ces films dans les quartiers de Brazzaville. Et nous n'avons pas oublié Pointe-Noire qui est une ville très importante où on aimerait bien renforcer un peu nos activités culturelles. L'idée est vraiment de faciliter les rencontres entre les cultures de l'Europe et celles de l'Afrique, notam-

ment du Congo ». De son côté, Azad Mante a renchéri : « On espère pouvoir venir une autre fois proposer du théâtre, de la danse ou autre chose. Nous sommes vraiment ouverts à toute proposition ». Par ailleurs, Torbene Nilson s'est dit satisfait de cette belle expérience qui leur a permis de travailler avec les centres partenaires, d'avoir de nouvelles collaborations et d'aller à la rencontre d'une partie de la

population congolaise. « Ce qui nous a étonnés, c'est le nombre important d'enfants dans l'audience à Brazzaville. Et le choix de certains films était moins adapté à eux, c'étaient des films sérieux. Mais à Yaro le film a plu à tout le monde car il était à la fois sérieux et comique. C'est vraiment une belle histoire. Dorénavant, nous choisirons les films par rapport au public mais ce n'est pas toujours facile de prévoir », a-t-il confié.

Quant à savoir si le festival du film européen pourra être étendu à d'autres localités du pays, Torbene Nilson a indiqué que la question devait être étudiée pour voir la possibilité d'offrir à une plus grande partie de la population congolaise l'occasion de participer à ce genre d'événement. Notons que la soirée de projection du film « Bienvenue à Marly-Gomont » à l'Espace Yaro, beau moment de gaieté pour les adultes et les enfants qui ont répondu présents, a été agrémentée par la musique de l'artiste chanteur ponténégrin, Brice Mizingou.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

EN VENTE

MATIERE DE LENTEUR
RECUEIL DE POESIE

Je réside dans les mots empruntés aux territoires fatigués de la France échevelée de la patrie poétique. Je réside dans les mots étroits, des mots chérissés qui me situent en langage intermédiaire entre deux pays m'agrippant deux pieds d'un homme à une tête.

Je réside dans les mots emmêlés quand ne grande pas le tonnerre pendant l'hiver et que les kits scolaires disparaissent et entrent dans le couloir de vie avec tant de larges.

Essentiellement poète Omer Massem est universitaire et acteur culturel. Il vit à Brazzaville en République du Congo. Il est l'auteur de « Le Conte sans manche » (2011), de « Ne plus voir. Paroles silencieuses pour Jean-Baptiste Blandin Samba » (2013), de « Les Fragments sauvegardés » (2014), « Maître de l'enfer », initialement publié en édition bilingue (italien-français) en 2019, est son quatrième recueil de poésie.

15 €

les éditions +

Laurent Tongo

LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE

ESSAI

Omer MASSEM

Ne laisse pas la nuit tomber sur tes épaules

Poètes des cinq continents

L'Harmattan

Roland BEMBELLY

Code des Hydrocarbures du Congo

Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé

Roch Cyriaque GALEBAYI

Le Commandant Marien Ngouabi
(1938-1977)

Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique

Préface du Dr Théophile OBENGA

Jacques N'GOULOU

Paradoxe de l'agriculture congolaise

Préface de Jean Jacques BOUYA
Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et des Grands Travaux

Noëilly Galoy

Les Grandes Femmes sont faites de petites filles

Edilivre

Sorel Et...

L'université de la forêt
Avec les Pygmées Ak...

NOUVELLES TERRES

Rigobert Sabin BANZANI

Le droit de l'urbanisme au Congo
Stratégies publiques de maîtrise foncière et pratiques privées

L'Harmattan

Pacide MOUNDOU

PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)

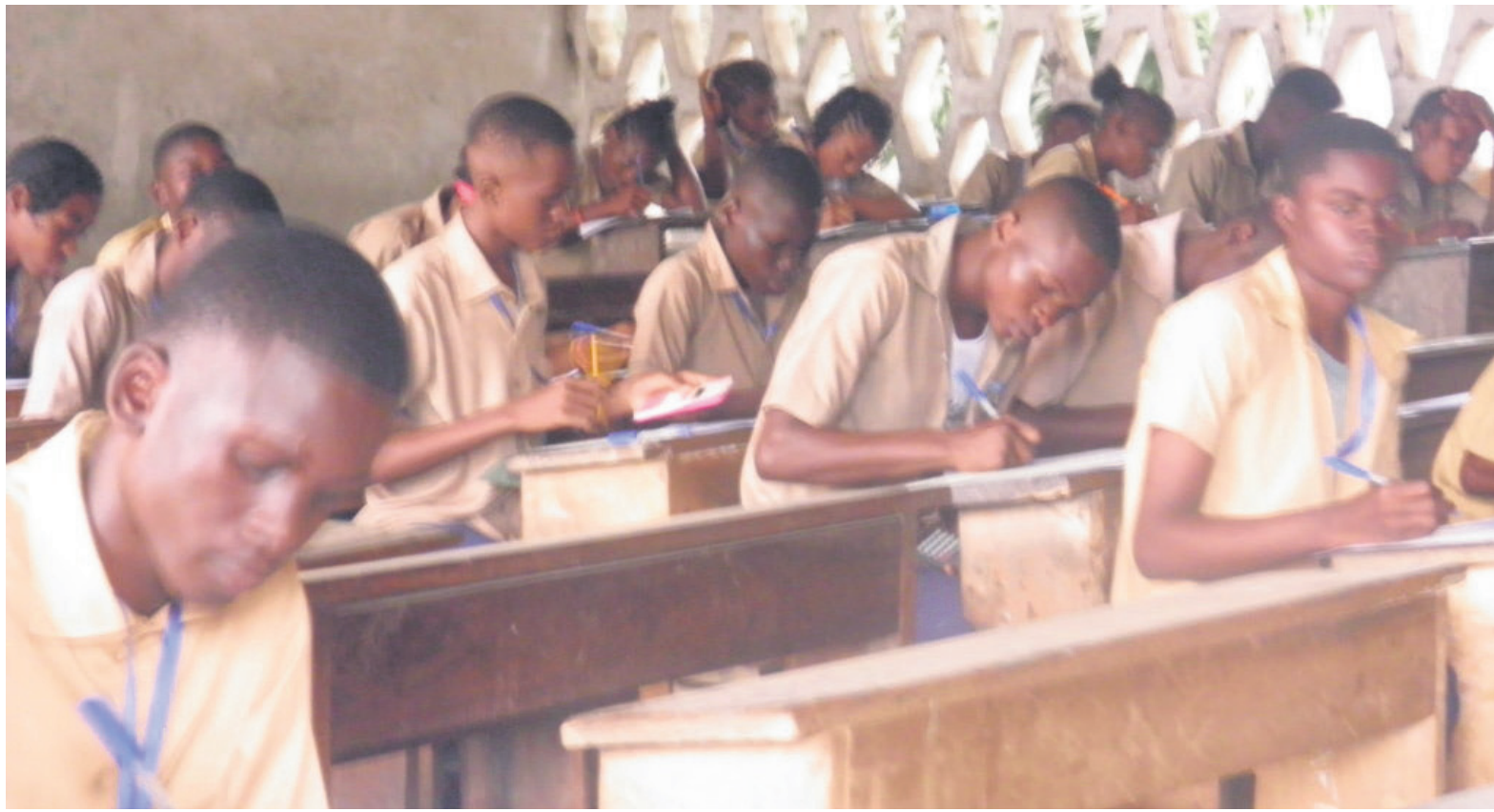
BEPC 2023

Trois centres d'examen pour les candidats hospitalisés

Evelyne Tchitchelle, maire de la ville, a lancé, le 4 juillet, au lycée Pointe-Noire 2 les épreuves écrites du brevet d'études du premier cycle (BEPC) 2023. 41 098 candidats inscrits dans la ville sont répartis dans cent dix-neuf centres dont trois pour les candidats hospitalisés à l'hôpital général Adolphe-Sicé, Congo-Malembé à Tié-Tié, et l'Hôpital général de Loandjili, a informé le directeur départemental de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Frédéric César Bayonne.

L'examen a commencé par les mathématiques dans toute l'étendue du territoire national, suivies de l'histoire-géographie pour la première journée. Les candidats plancheront sur les sciences de la vie et de la terre et l'anglais, le deuxième jour, avant d'attaquer les sciences physiques et la dictée-questions, le troisième jour. Le quatrième jour est réservé à l'expression écrite et l'éducation physique et sportive pour les candidats inaptes.

Lançant les épreuves, Evelyne Tchitchelle a exhorté les élèves à bien travailler car, d'après elle, le département de Pointe-Noire n'a jamais de bons résultats. « J'espère que, cette fois-ci, nous aurons de bons résultats », a-t-elle indiqué, souhaitant bonne chance à tous.



Des candidats après le lancement des épreuves Adiac

De son côté, le secrétaire général du département de Pointe-Noire a assuré que toutes les conditions ont été réunies pour le bon dérou-

lement de l'examen. « Nous avons lancé les épreuves écrites du BEPC au nom du gouvernement de la République. Toutes les conditions

ont été préparées en amont pour la bonne tenue de cet examen. Le gouvernement a tout mis en œuvre, les jurys sont arrivés à temps

et les enfants sont installés. Nous les avons exhortés à éviter tous les dangers de la tricherie », a-t-il dit.

Charlem Léa Itoua

NÉCROLOGIE



Arnaud Bienvenu Zodialo, agent des Dépêches de Brazzaville, et famille ont la douleur de vous annoncer le décès de leur sœur, tante, mère et grand-mère Jeanine Hophomie Zodialo, survenu le 19 juin 2023 à Brazzaville des suites d'une courte maladie.

La veillée mortuaire se tient au quartier Kaounga derrière le lycée Thomas-Sankara. Les obsèques ont lieu ce jeudi 6 juillet 2023 selon le programme ci-après :

9h00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville ;
11h00 : recueillement à domicile ;
14h00 : départ pour le cimetière Bouka-Kintélé ;
16h00 : fin de cérémonie.



Le Directeur de l'administration et des Ressources humaines a la profonde douleur d'informer l'ensemble du personnel de la présidence de la République du décès de Daniel Bihonda, assistant à la cellule de gestion de ressources documentaires et du réseau Internet, survenu le 26 juin 2023.

La veillée mortuaire se tient dans la rue Loukanga n°20 à Kintsoundi-Barrage référence petit marché.

Le Directeur de l'administration et des Ressources humaines présente ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée.



**ABONNEZ VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter



INDUSTRIE CULTURELLE

Julius Mwalé compte investir au Congo

L'investisseur kényan, Julius Mwalé, a été reçu le 1er juillet par la ministre de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault, auprès de laquelle il a présenté deux projets, à savoir la construction d'un centre médical au niveau de l'aéroport Maya-Maya et des loges à hauteur de 80 millions de dollars autour de la réserve naturelle des gorilles de Lesio Louna, à 100 km de Brazzaville.

Julius Mwalé entend investir 250 millions de dollars pour la construction du centre médical et 80 millions de dollars pour les loges de la réserve de gorilles. Le projet va embaucher plus de 10 000 personnes. « Nous sommes enchantés de travailler avec le ministère de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs pour améliorer le tourisme et développer nos projets », a-t-il fait savoir.

« Nous avons construit une cité médicale américaine au Kenya, la population se soigne gratuitement, nous comptons faire autant ici au Congo. Si nous ramenons ce système au Congo, nous croyons que nous allons améliorer le système de santé de la population »,



La ministre Lydie Pongault et l'investisseur Julius Mwalé

a-t-il ajouté

Un autre objectif, c'est

atteindre entre 100 et 250 000 touristes par an-

née. L'investisseur kényan compte aussi développer et

améliorer les centres touristiques, ramener le magazine Forbes au Congo qui en est membre.

Le projet du village autour de l'aéroport Maya-Maya concerne aussi la construction d'un hôtel. « Nous allons signer cet accord la semaine prochaine. Après cela, nous allons faire une pause pour les études autour de six mois pour commencer la construction. Celle de la réserve de gorilles aura lieu en janvier 2024. S'agissant du village Maya-Maya, nous pensons prendre quatre ans pour la réalisation des infrastructures restantes. Pour la réserve de gorilles, nous allons prendre dix-huit mois afin de finir la construction des loges », a expliqué Julius Mwalé.

Rosalie Tsiankos Bindika

ARTS PLASTIQUES:

« To kutana Expo » au Musée Galerie de Brazzaville

L'Association Bantu Culture, en partenariat avec le Musée Galerie du Bassin du Congo, organise, du 14 juillet au 13 août, une exposition d'arts plastiques dénommée « To kutana Expo », sur le thème « De l'identité à la renaissance de nos cultures ».

Près d'une dizaine d'artistes peintres vont prendre part au rendez-vous où chacun présentera ses tableaux aux visiteurs. Cet événement constitue également une occasion pour les organisateurs de faire entendre la voix des peintres congolais et de rendre hommage aux célébrités telles que Marcel Gotène, Michel Hengo, Mongo Etsion, etc. A travers cette exposition, l'Association Bantu Culture vise à aider les artistes peintres à se faire connaître ainsi que leurs œuvres du grand public. « To kutana Expo » se propose également de participer au développement des talents; de créer un cadre d'échange afin de permettre aux artistes de s'exprimer; de contribuer à la vente des œuvres

et d'inciter le public à s'intéresser aux arts plastiques.

Par ailleurs, il est prévu que les artistes peintres retenus vont réaliser chacun deux ou trois œuvres d'art en rapport avec la thématique de l'exposition. A long terme, les organisateurs envisagent de faire du projet « To kutana Expo » un rendez-vous culturel annuel et de créer un centre de formation des peintres.

Roger Ngombé

A travers cette exposition, l'Association Bantu Culture vise à aider les artistes peintres à se faire connaître ainsi que leurs œuvres du grand public.

